



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 65.820/2  
du 29 avril 2019

advies 65.820/2  
van 29 april 2019

sur

over

un projet d'arrêté royal 'fixant  
les modalités de la  
simplification administrative  
pour la perception des droits  
d'auteur et des droits voisins  
relatifs à l'exécution publique  
de phonogrammes'

een ontwerp van koninklijk  
besluit 'houdende vaststelling  
van de nadere regels voor de  
administratieve  
vereenvoudiging voor de  
inning van auteursrechten en  
naburige rechten voor de  
openbare uitvoering van  
fonogrammen'

Le 1<sup>er</sup> avril 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, de la Lutte contre la pauvreté, de l'Égalité des chances et des Personnes handicapées à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant les modalités de la simplification administrative pour la perception des droits d'auteur et des droits voisins relatifs à l'exécution publique de phonogrammes'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 29 avril 2019. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Baptiste LEVAUX, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 29 avril 2019.

\*

Op 1 april 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, Armoedebestrijding, Gelijke Kansen en Personen met een beperking verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende vaststelling van de nadere regels voor de administratieve vereenvoudiging voor de inning van auteursrechten en naburige rechten voor de openbare uitvoering van fonogrammen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 29 april 2019. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Patrick RONVAUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Baptiste LEVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 29 april 2019.

\*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

## EXAMEN DU PROJET

### PRÉAMBULE

1. Un nouvel alinéa sera ajouté afin de viser l'analyse d'impact qui a été réalisée en application de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative' et qui constitue une formalité obligatoire dès lors que l'article XI.265, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code de droit économique impose que l'arrêté en projet soit délibéré en Conseil des Ministres.

2. L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : « le RGPD »), dispose comme suit :

« Les États membres consultent l'autorité de contrôle dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement ».

Interrogée quant à l'accomplissement de cette formalité, la déléguée du Ministre a transmis l'avis n° 97/2019 du 3 avril 2019 de l'Autorité de protection des données.

Cet accomplissement sera visé dans un nouvel alinéa du préambule.

## DISPOSITIF

### Article 1<sup>er</sup>

1. L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, vise le « règlement général sur la protection des données ».

Le projet sera modifié afin de reproduire l'intitulé exact de ce règlement, à savoir « règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ».

Cette observation vaut pour la suite du projet.

2. L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 5, dispose comme suit :

« Les données à caractère personnel traitées par les sociétés de gestion sont limitées à ce qui est strictement nécessaire pour la réalisation des missions précitées ».

Or l'article 5, paragraphe 1, c), du RGPD prévoit que les données doivent notamment être « limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées ».

Partant, la disposition en projet se limite à reproduire le prescrit du RGPD, ce qui ne se peut, au vu notamment du caractère directement applicable de ce règlement.

L'alinéa 5 sera donc omis.

Par contre, le projet sera complété afin d'énumérer les données à caractère personnel qui peuvent faire l'objet du traitement <sup>1</sup>.

3. Il en va de même de l'alinéa 6, qui reproduit la règle prévue à l'article 5, paragraphe 1, e), du RGPD en ce qui concerne la durée de conservation des données. Il sera complété afin de prévoir une durée plus précise, par exemple en énonçant à quel moment il pourra être considéré que les missions seront réalisées et que c'est jusqu'à ce moment que les données peuvent être conservées <sup>2</sup>.

4. Il en va de même enfin de l'alinéa 7, qui reproduit la règle énoncée par les articles 5, paragraphe 1, f), et 32 du RGPD en ce qui concerne la sécurité des données <sup>3</sup>.

L'alinéa 7 sera soit omis, soit complété afin d'exécuter pleinement le RGPD sur ce point.

---

<sup>1</sup> En ce sens, l'avis n° 97/2019 du 3 avril 2019 de l'Autorité de protection des données, §§ 14 à 16.

<sup>2</sup> Même avis, § 18.

<sup>3</sup> Même avis, §§ 21 et 22.

### Articles 1<sup>er</sup> et 2

Les articles 1<sup>er</sup> et 2 évoquent l'utilisation d'œuvres musicales ou l'exécution publique de celles-ci.

Or, l'article XI.265, alinéa 4, du Code de droit économique, qui procure l'un des fondements juridiques au projet, n'évoque que la création d'une plate-forme unique pour la gestion des droits d'auteur et des droits voisins « relatifs à l'exécution publique de phonogrammes ».

Il n'y a donc pas lieu dans le projet de se référer à l'utilisation ou à l'exécution publique d'œuvres musicales, et ce d'autant moins qu'il n'en est question, à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, que pour la déclaration et non pour le paiement des droits d'auteur et des droits voisins et qu'à l'article 2, § 2, alinéa 2, aucune distinction n'est faite à cet égard en ce qui concerne, d'une part, la déclaration et, d'autre part, le paiement. Dans la suite du projet, il n'est d'ailleurs plus question que de l'« exécution publique de phonogrammes ».

Les articles 1<sup>er</sup> et 2 seront adaptés en conséquence.

### Article 3

L'article 3, alinéa 2, prévoit que la déclaration peut être introduite « à la fois de manière électronique et sur papier ».

Interrogée à cet égard, la déléguée du Ministre a précisé que l'intention de l'auteur du projet n'est pas que la déclaration puisse être introduite deux fois, soit une fois de manière électronique et une fois sur papier. La déléguée du Ministre a proposé une nouvelle formulation comme suit :

« De aangifte kan ofwel elektronisch ofwel via papieren weg worden ingediend ».

Le projet sera modifié en ce sens.

### Article 6

1. À l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et § 2, alinéa 2, les mots « et/ou » seront remplacés par la conjonction « ou », qui, dans le contexte de cette disposition, pourra également revêtir un caractère cumulatif.

2. L'article 6, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, permet de facturer des frais de déplacement forfaitaires « notamment » dans deux cas.

Interrogée quant aux éventuels autres cas envisagés, la déléguée du Ministre a répondu ce qui suit :

« In principe worden geen andere gevallen voorzien, en is het dus de bedoeling om in het KB op exhaustieve wijze de gevallen op te sommen waarin er een forfaitaire verplaatsingskost en/of vaststellingskost kan worden aangerekend ».

Au vu de cette intention, le mot « notamment » sera omis.

3. L'article 6, § 2, alinéa 2, prévoit que les frais forfaitaires de déplacement ou de fixation ne peuvent être facturés qu'une seule fois.

Interrogée quant à la possibilité de déplacements multiples, la déléguée du Ministre a précisé ce qui suit :

« Per inbreuk kan slechts één maal een forfaitaire verplaatsingskost en/of vaststellingskost worden aangerekend ».

Cette précision selon laquelle les frais ne peuvent être facturés qu'une seule fois « par violation des obligations » sera ajoutée au projet.

4. Au paragraphe 2, alinéa 2, de la version française, il y a lieu de remplacer les mots « frais de fixation forfaitaires » par les mots « frais de constatation forfaitaires ».

### Article 8

L'article 8 fixe l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet (1°) et de l'arrêté royal 'portant modification de l'arrêté royal du 17 décembre 2017 relatif à la rémunération équitable au profit des artistes-interprètes ou exécutants et des producteurs pour l'exécution publique de phonogrammes ou la radiodiffusion de phonogrammes' <sup>4</sup> (2°).

Ce dernier arrêté royal prévoit, en son article 6, que la date de son entrée en vigueur est fixée par le Roi. Or il n'appartient pas au Roi de s'habiliter Lui-même à adopter des normes.

De plus, une telle manière de faire nuit à la lisibilité de la norme.

Le 2° sera donc omis de l'article 8 et l'article 6 du second projet d'arrêté sera modifié afin de déterminer lui-même la date de son entrée en vigueur.

\*

---

<sup>4</sup> Ce projet d'arrêté royal fait l'objet de l'avis n° 65.821/2 donné ce jour.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp onder die beperkte bevoegdheid valt, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als zij moet beoordelen of het nodig is een verordening vast te stellen of te wijzigen.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

## ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

### AANHEF

1. In de aanhef moet een nieuw lid opgenomen worden teneinde te verwijzen naar de impactanalyse die uitgevoerd is met toepassing van artikel 6, § 1, van de wet van 15 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’ en die een verplicht vormvereiste is, aangezien dit ontworpen besluit krachtens artikel XI.265, eerste lid, van het Wetboek van economisch recht vastgesteld dient te worden na overleg in de Ministerraad.

2. Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna: “de AVG”), luidt als volgt:

“De lidstaten raadplegen de toezichthoudende autoriteit bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met verwerking.”

Naar aanleiding van een vraag aangaande het vervullen van dat vormvereiste heeft de gemachtigde van de minister advies nr. 97/2019 van 3 april 2019 van de Gegevensbeschermingsautoriteit overgezonden.

Naar het vervullen van dat vormvereiste moet in een nieuw lid van de aanhef verwezen worden.

DISPOSITIEFArtikel 1

1. In artikel 1, tweede lid, wordt verwezen naar de “Algemene Verordening Gegevensbescherming”.

Het ontwerp moet aldus gewijzigd worden dat het opschrift van die verordening, namelijk “verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)” daarin exact weergegeven wordt.

Deze opmerking geldt eveneens voor het vervolg van het ontwerp.

2. Artikel 1, vijfde lid, luidt als volgt:

“De persoonsgegevens die door de beheersvennootschappen worden verwerkt zijn beperkt tot het strikt noodzakelijke voor de uitvoering van bovenvermelde opdrachten.”

In artikel 5, lid 1, c), van de AVG wordt evenwel bepaald dat de persoonsgegevens onder andere “beperkt (moeten worden) tot wat noodzakelijk is voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt”.

Bijgevolg wordt in die ontworpen bepaling slechts weergegeven wat in de AVG voorgeschreven wordt, wat niet mag, inzonderheid doordat die verordening rechtstreeks toepasselijk is.

Het vijfde lid moet dan ook vervallen.

Daarentegen moet dit ontwerp aldus aangevuld worden dat daarin opgesomd wordt welke persoonsgegevens verwerkt mogen worden.<sup>1</sup>

3. Hetzelfde geldt voor het zesde lid, waarin de regel overgenomen wordt die vervat is in artikel 5, lid 1, e), van de AVG aangaande de periode waarin de gegevens bewaard mogen worden. Dat lid moet aldus aangevuld worden dat de bewaartermijn preciezer omschreven wordt, bijvoorbeeld door te vermelden op welk tijdstip geoordeeld kan worden dat de opdrachten uitgevoerd zijn en te bepalen dat de gegevens tot dat tijdstip bewaard mogen worden.<sup>2</sup>

4. Hetzelfde geldt ten slotte ook voor het zevende lid, waarin de regel overgenomen wordt die vervat is in de artikelen 5, lid 1, f), en 32 van de AVG aangaande de beveiliging van de verwerkte gegevens.<sup>3</sup>

<sup>1</sup> Zie in die zin advies nr. 97/2019 d.d. 3 april 2019 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, punten 14 tot 16.

<sup>2</sup> Zie datzelfde advies, punt 18.

<sup>3</sup> Zie datzelfde advies, punten 21 en 22.

Het zevende lid moet ofwel weggelaten worden ofwel aldus aangevuld worden dat de AVG op dat punt volledig uitgevoerd wordt.

### Artikelen 1 en 2

In de artikelen 1 en 2 is sprake van het gebruik van muziekwerken en van de openbare uitvoering van muziekwerken.

In artikel XI.265, vierde lid, van het Wetboek van economisch recht, dat een van de rechtsgronden oplevert voor dit ontwerp, is evenwel slechts sprake van de oprichting van een uniek platform voor het beheer van de auteursrechten en de naburige rechten met betrekking tot “de openbare uitvoering van fonogrammen”.

In dit ontwerp moet dan ook niet verwezen te worden naar het gebruik of de openbare uitvoering van muziekwerken, temeer daar in artikel 2, § 1, daarvan slechts sprake is voor de aangifte van de uitvoering en niet voor de betaling van de auteursrechten en de naburige rechten en in artikel 2, § 2, tweede lid, in dat verband geen enkel onderscheid gemaakt wordt tussen, enerzijds, de aangifte en, anderzijds, de betaling. In het vervolg van dit ontwerp is trouwens alleen nog sprake van “de openbare uitvoering van fonogrammen”.

De artikelen 1 en 2 moeten dienovereenkomstig aangepast worden.

### Artikel 3

Volgens artikel 3, tweede lid, kan de aangifte “zowel elektronisch als via papieren weg” gedaan worden.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister erop gewezen dat de bedoeling van de steller van het ontwerp er niet in bestaat de mogelijkheid te bieden de aangifte twee keer te doen, namelijk via elektronische weg en nog eens op papier. De gemachtigde van de minister heeft de volgende nieuwe formulering voorgesteld:

“De aangifte kan ofwel elektronisch ofwel via papieren weg worden ingediend.”

Het ontwerp moet in die zin aangepast worden.

### Artikel 6

1. In artikel 6, § 1, tweede lid, en § 2, tweede lid, moeten de woorden “en/of” vervangen worden door het voegwoord “of”, dat, in de context van die bepalingen, eveneens een inclusieve betekenis kan hebben.

2. Luidens artikel 6, § 2, eerste lid, kunnen er “met name” in twee gevallen forfaitaire verplaatsingskosten aangerekend worden.

Op een vraag aangaande de andere gevallen die eventueel in overweging genomen zijn, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“In principe worden geen andere gevallen voorzien, en is het dus de bedoeling om in het KB op exhaustieve wijze de gevallen op te sommen waarin er een forfaitaire verplaatsingskost en/of vaststellingskost kan worden aangerekend.”

In het licht van die bedoeling moeten de woorden “met name” weggelaten worden.

3. Volgens artikel 6, § 2, tweede lid, mogen de forfaitaire verplaatsingskosten of vaststellingskosten slechts één keer aangerekend worden.

Naar aanleiding van een vraag aangaande de mogelijkheid van veelvuldige verplaatsingen heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:

“Per inbreuk kan slechts één maal een forfaitaire verplaatsingskost en/of vaststellingskost worden aangerekend.”

Deze verduidelijking, dat per niet-nakoming van de verplichtingen slechts één keer kosten aangerekend kunnen worden, moet in het ontwerp opgenomen worden.

4. In de Franse tekst van paragraaf 2, tweede lid, dienen de woorden “frais de fixation forfaitaires” vervangen te worden door de woorden “frais de constatation forfaitaires”.

### Artikel 8

In artikel 8 wordt de datum van inwerkingtreding bepaald van dit ontworpen besluit (1°) en van het koninklijk besluit ‘houdende wijziging van het koninklijk besluit van 17 december 2017 betreffende de billijke vergoeding van de uitvoerende kunstenaars en producenten voor de openbare uitvoering van fonogrammen of bij uitzending van fonogrammen via de omroep’<sup>4</sup> (2°).

In artikel 6 van laatstgenoemd ontwerp van koninklijk besluit wordt bepaald dat het besluit in kwestie in werking treedt op de datum bepaald door de Koning. Het is de Koning evenwel niet toegestaan om zichzelf te machtigen tot het vaststellen van rechtsregels.

Een dergelijke werkwijze tast bovendien de leesbaarheid van de rechtsregel aan.

---

<sup>4</sup> Over dat ontwerp van koninklijk besluit is vandaag advies 65.821/2 uitgebracht.

In artikel 8 moet de bepaling onder 2° dan ook vervallen terwijl artikel 6 van het tweede ontwerpbesluit aldus gewijzigd moet worden dat in dat artikel zelf bepaald wordt wanneer dat besluit in werking treedt.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT